

LE MOMENT DE VÉRITÉ



Reuven Rivlin, président du parlement israélien, a reçu le rédacteur en chef de Shalom pour une analyse exclusive de la situation politique intérieure d'Israël. (Photo: Bethsabée Süssmann)

Par Roland S. Süssmann

L'actuel président de la Knesset, du parlement israélien, **REUVEN RIVLIN**, (Rouby, comme tout le monde l'appelle), est un personnage haut en couleurs, connu pour ne pas mâcher ses mots et surtout très apprécié. Sa famille est l'une des plus anciennes de Jérusalem puisqu'elle s'y est installée en 1809 en provenance de Vilna. Éminent avocat, Reuven Rivlin est avant

tout un hiérosolomytain de pur sang, il a été directeur de l'Association sportive de la ville, soit du Betar de Jérusalem qui détient le fameux club de football, membre du Conseil municipal et de la direction du célèbre théâtre Khan. Président de la section de Jérusalem du Hérout depuis 1986, M. Rivlin a été à la tête du Likoud de 1988-1993.



*«Nous savons où les «bons conseils» des Européens nous ont menés.»
Lors de son voyage officiel en Lituanie, M. Rivlin s'est recueilli à Ponar,
où 70'000 Juifs de Vilna ont été fusillés par
les Allemands en juillet 1940.*

Élu pour la première fois au parlement israélien le 1er novembre 1988, à la 12e Knesset, sur la liste du Likoud, M. Rivlin a depuis lors été réélu à chaque législature. Dans le premier gouvernement Sharon, il détenait le portefeuille du Ministère de la Communication. Aujourd'hui, Reuven Rivlin fait partie des opposants au plan de retrait unilatéral proposé par Ariel Sharon et ne cache pas le soutien qu'il apporte aux adversaires de cette initiative. C'est dans son bureau présidentiel de la Knesset que M. Reuven Rivlin nous a très chaleureusement reçus pour un entretien relatif au grand sujet du moment: le retrait unilatéral de Goush Katif, ce minuscule terrain situé sur la côte méditerranéenne de la bande de Gaza, peuplé exclusivement de familles juives.

Vous avez récemment fait la déclaration suivante: «La session d'hiver de la 16e Knesset, qui débutera le 11 octobre 2004, devra prendre des décisions très importantes. Elle déterminera le chemin sur lequel s'engagera le sionisme de demain. A mon avis, ces décisions seront aussi significatives que celles prises par la Knesset après la création de l'État, pendant la Guerre du Kipour et avant la signature des accords de paix avec l'Égypte. Je pense que chaque membre de la Knesset doit réaliser la gravité du moment et la signification de la responsabilité qui lui incombe». Vos termes sont clairs, mais

pourquoi estimez-vous qu'Israël se trouve confronté à un point crucial de son existence ?

Lorsque la 16e Knesset a été élue, personne ne pouvait imaginer que cette assemblée devrait statuer sur les questions primordiales que nous avons toujours repoussées en disant: «lorsque le moment viendra, nous prendrons les décisions nécessaires». Or aujourd'hui, ce temps est venu, nous allons être appelés à fixer les frontières définitives de l'État d'Israël: allons-nous annexer la Judée et la Samarie qui deviendront ainsi partie intégrante de l'État juif, la rivière du Jourdain constituera-t-elle notre ligne de frontière, les Hauteurs du Golan resteront-elles entre nos mains, que va-t-il se passer avec Jérusalem, Maalé Adoumim, Ariel ou Goush Etzion ? Il existe de nombreuses divergences de vues, tout d'abord entre la gauche et la droite, puis à l'intérieur de la gauche et au sein même de la droite. Ainsi, les adhérents d'Itzhak Rabin estiment que des blocs de Goush Etzion et d'Ariel font partie intégrante de l'État d'Israël alors que d'autres, situés à l'extrême gauche, parlent d'un retour aux frontières de 1967 avec éventuellement quelques modifications territoriales mineures qui seraient le résultat d'un échange de terrains avec les Arabes. Quant à la droite, elle estime qu'il est faux d'abandonner des terres d'Israël.



La démocratie israélienne offre de nombreux moyens pour s'exprimer librement dans le débat politique mais, en définitive, c'est la majorité qui décide. Photo de la chaîne humaine du 25 juillet 2004, de Goush Katif à Jérusalem (80 km), qui a réuni plus de 150'000 personnes opposées au plan de retrait unilatéral de Gaza.

Pourquoi pensez-vous que le temps de prendre toutes ces décisions soit déjà arrivé?

Tout cela est dû au fait qu'Ariel Sharon, qui s'est toujours exprimé très clairement sur les besoins vitaux d'Israël, a soudainement décidé de changer sa stratégie en décrétant vouloir commencer par évacuer Gaza. Or je rappellerai ici que dans le cadre des Accords d'Oslo, notre première évacuation s'était déjà faite à Gaza. Il faut se souvenir que de tout temps, Ariel Sharon s'est clairement exprimé en faveur du maintien par Israël de la Vallée du Jourdain et des terres juives situées dans la bande Gaza tant que les Arabes n'auront pas abandonné leur concept relatif à leur «droit du retour». Sa nouvelle idée de céder Goush Katif aux Arabes est motivée par le désir de séparer Israël de l'Autorité palestinienne, comme si une telle séparation était raisonnablement possible. N'oublions pas que les Israéliens et les habitants arabes des territoires sont «faits» pour vivre ensemble, ou «condamnés» à vivre ensemble. Si je prends l'exemple du microcosme de Jérusalem, qui compte aujourd'hui près de 800'000 habitants, le fait est qu'un tiers de la population est arabe; et si je regarde la population de Jérusalem sous sa forme de métropole, qui va de Ramallah (au nord) à

Goush Etzion et Bethlehem (au sud), elle est d'environ 1,2 millions, la moitié étant des Israéliens et l'autre des Arabes. Ce mélange ne peut simplement pas être séparé. Bien sûr, il est toujours possible de parler de «séparation» et de «désengagement unilatéral», mais les faits démontrent que nous devons apprendre à vivre ensemble. De plus, le Premier ministre a toujours affirmé que c'est à «l'autre» de faire un pas décisif et de dire clairement: «nous acceptons l'existence de l'État d'Israël et nous voulons vivre en paix avec ses habitants». Parallèlement, il a toujours affirmé que grâce à notre présence à Gaza, nous étions à même de contrôler les plus graves menaces et formes d'intimidations dirigées contre Israël depuis la bande de Gaza. Mais voici que notre Premier ministre a changé d'avis et par conséquent, toute la scène politique en a été affectée. Il faut savoir qu'au sein même du Likoud, pour certains membres de la faction du Hérout, il est totalement exclu que les Israéliens abandonnent leur droit de s'installer n'importe où en Israël; par contre, d'autres membres du parti seraient prêts à abandonner certaines terres et à faire de grands compromis s'ils estimaient utile qu'un état palestinien soit créé. Sur ce point précis, je ne peux dire que «D' nous en garde». Il faut bien comprendre que si les



Reuven Rivlin dirige les débats souvent houleux de la Knesset avec compétence et fermeté.

élections de 2001 et de 2003 ont été remportées avec un tel succès par Ariel Sharon (70% des bulletins de vote), ce n'est pas parce qu'il a bénéficié d'un soutien sans réserve de la population, mais parce qu'il a profité d'un vote de défiance à l'égard des Accords d'Oslo. Je pense qu'aujourd'hui, environ un tiers de la population soutient directement notre Premier ministre, ceci est d'ailleurs clairement reflété dans la représentation du Likoud, qui dispose de 40 sièges sur 120.

En fait, pourquoi êtes-vous tellement opposé au plan de désengagement unilatéral ?

En évacuant ne serait-ce qu'un seul village juif en Judée-Samarie-Gaza, nous démontrons au monde entier et aux Arabes en particulier que nous sommes disposés à agir de la sorte, ce qui est très dangereux. Il faut bien comprendre que lorsque nous nous sommes retirés du Sinaï et que nous avons abandonné Yamit, nous ne nous sommes pas retirés d'une terre juive et surtout, nous n'avons pas opéré de retrait unilatéral, celui-ci s'est fait dans le cadre d'un accord de paix négocié entre deux États souverains. Si nous sommes prêts à évacuer des terres juives alors que les futures frontières de notre État ne sont pas définies, nous nous exposons à de très graves conséquences. Le monde entier pensera qu'Israël est disposé à transférer des territoires sans contrepartie ce qui signifie que, pour un accord de paix, l'État hébreu sera aussi d'accord de retourner, dans un premier temps, aux

frontières de 1967. Je dis dans un premier temps car si, D' nous en garde, un tel retrait devait être opéré, nous serions très rapidement confrontés à de nouvelles exigences qui nous imposeraient de nous retirer, toujours au nom de la paix, aux frontières de 1947 ou de 1948. Ce serait sans fin.

Pensez-vous vraiment qu'Ariel Sharon soit disposé à abandonner Ariel, Kedoumim, Goush Etzion ou Jérusalem ?

Absolument pas ! Toutefois, sa démarche ouvre la porte à ses successeurs qui diront : «Le Likoud, sous la direction d'Ariel Sharon, a fait des concessions unilatérales et il est donc évident que pour vivre en paix, Israël doit continuer à faire de nouveaux efforts douloureux». Je connais très bien les idées de notre Premier ministre qui croit sincèrement qu'en procédant à un désengagement unilatéral, il pourra en fait contrôler la situation. Il pourra alors dire au monde qu'Israël a fait suffisamment d'efforts pour instaurer la paix dans la région et que, dès à présent, la balle est dans le camp adverse. De plus, il pense qu'il gagnera une certaine compréhension qui permettra à Israël de défendre ses intérêts vitaux sans s'exposer aux critiques et aux pressions du reste du monde. Il s'agit d'une grave illusion et, à ce sujet, j'ai eu récemment une expérience des plus édifiantes. J'ai été invité à Paris par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Au cours des discussions où chacun de mes interlocuteurs m'a dit combien il appréciait la libre démocratie qui règne en Israël, ils m'ont demandé de commenter la situation actuelle. Je leur ai expliqué ce que je viens de vous dire et ils m'ont alors demandé : «Comment se fait-il qu'un homme comme vous, l'un des meilleurs amis d'Ariel Sharon, s'oppose à son plan de retrait unilatéral ?». Je leur ai répondu : «A ce sujet, j'avais justement une question à vous poser. En effet, lorsque le Premier ministre d'Israël tente de me convaincre de la justesse de sa démarche, il m'affirme toujours que si nous appliquons son plan, la France et les autres pays européens n'insisteront plus pour que nous évacuions d'autres territoires en Judée et en Samarie, car ils comprendront que nous avons fait notre possible pour faire avancer la cause de la paix. Il estime que nous pourrions ainsi bénéficier d'une «période de tranquillité» d'au moins quinze ans. A votre avis, a-t-il raison ? Parce que si tel est le cas, je devrais éventuellement changer mon point de vue et faire abstraction de mes convictions idéologiques quant aux droits des Juifs sur ces terres depuis plus de 3500 ans... et pour les 3500 ans à venir.» Pour toute réponse, ils ont éclaté de rire et m'ont dit : «Nous comprenons pourquoi vous n'apportez pas votre soutien à votre Premier ministre». Quelques verres, échanges de politesses et plaisanteries plus tard, je leur ai reposé la question pour savoir s'ils nous accorderaient un temps mort de quinze mois, quinze semaines, quinze jours ou quinze minutes et les rires du début se sont simplement transfor-



*«Notre présence ici n'est pas un acte de colonialisme,
mais la réalisation effective du droit des Juifs sur ces terres.»
(Photo: Bethsabée Süßmann)*

més en sourires indulgents. Pour finir, ils m'ont confirmé ce que je soupçonnais: le monde entier veut absolument que nous retournions aux frontières de 1967. Or, c'est justement en raison de leur configuration que la population israélienne a subi tellement de souffrances, d'intimidations et de guerres.

L'heure des grandes décisions a donc sonné. Pratiquement, que va-t-il se passer ?

Effectivement, nous sommes à la veille de prendre une décision historique. Il est vrai que pour des raisons relatives à la constitution de la nouvelle coalition, le gouvernement a décidé de reporter le vote en décembre ou en mars prochain, mais Ariel Sharon a répété à maintes reprises qu'il voulait absolument que d'ici fin 2005, il n'y ait plus d'habitants juifs dans la bande de Gaza. Le mouvement sioniste politique vit actuellement sa centième année d'existence, mais il y avait des Juifs, comme ma famille, qui sont revenus à Jérusalem il y a deux siècles et ce pour des raisons religieuses. Notre présence ici n'est donc pas un acte de colonialisme, mais la réalisation effective du droit des

Juifs sur ces terres. La décision que nous sommes appelés à prendre peut se résumer aux questions suivantes: «Sommes-nous oui ou non disposés à renoncer officiellement au droit de nous installer partout sur les terres d'Israël ? Notre génération de Juifs sionistes est-elle prête à abandonner une partie de ces droits sur Jérusalem, cœur du peuple et de l'État juif, si jamais les Arabes laissent tomber leurs exigences concernant ce qu'ils appellent leur droit du retour ?». Aujourd'hui, il y a un grand nombre de nouveaux et de jeunes députés à la Knesset, c'est sur leurs épaules qu'est placée cette énorme responsabilité qui déterminera les besoins d'Israël pour défendre ses intérêts vitaux, bref ce sera à eux de décider du chemin que prendra l'État juif, ce qui mettra directement en jeu l'avenir de leurs descendants.

Pensez-vous qu'il existe véritablement un risque que la Knesset vote une loi qui légitimera l'expulsion en Israël même de Juifs de leurs foyers par la force des baïonnettes de l'armée israélienne ?

Malheureusement, à ce jour, tout indique qu'au sein de la Knesset, il y a une majorité en faveur de

ce genre d'idées. Un bref calcul démontre que nous avons déjà plus de 71 votes favorables: la moitié du Likoud (20 sièges), le Parti travailliste (22 sièges), Shinouï (15 sièges), les députés arabes (8 sièges), Meretz et Yahad (6 sièges). Et ce n'est qu'un début. Naturellement, si nous devons tenir des élections anticipées, toute la carte politique risque de changer. Nous sommes une démocratie et nous devons savoir qu'une seule règle compte, celle qui veut que la majorité décide. Même si une décision difficile et qui nous semble moralement injuste est prise à une seule voix de majorité, nous n'avons pas d'autre choix que de l'exécuter. Pour cela, tous les moyens dont l'appareil de l'État dispose doivent être mis en œuvre, y compris l'armée. Si personnellement je ne peux pas accepter cette décision, j'ai toujours le choix de démissionner de mon poste, de me retirer du Likoud et de la vie politique mais, fondamentalement, cela ne changera rien et je devrais me résigner à l'accepter. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a rien à faire. Jusqu'au dernier moment avant que le vote n'ait lieu, nous devons expliquer, parlementer, parler, convaincre, prêcher et agir démocratiquement afin de persuader le plus de monde possible que cette idée est mauvaise et dangereuse pour nous.

Vous me dites que vous connaissez les idées d'Ariel Sharon. Ne pensez-vous pas que son plan de désengagement unilatéral a en fait pour but d'éviter qu'Israël ne se retrouve dans une isolation politique totale dont les conséquences sur le plan économique et politique seraient désastreuses ?

Jusqu'à la date fatidique du 11 septembre 2001 tout le monde, Américains et Européens confondus, pensait qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'établir la paix au Moyen-Orient, c'était de forcer Israël à se retirer sur les frontières de 1967 et d'impérativement reconnaître tous les «droits et nécessités des palestiniens», faisant ainsi totalement abstraction de leurs actes de terrorisme. Depuis le 11 septembre, tout le monde a finalement compris que la terreur constitue une stratégie qui doit être combattue. Les raisons pour lesquelles Israël doit combattre le terrorisme de la manière la plus déterminée et ne peut en aucun cas céder aux pressions que celui-ci engendre sont donc admises par la communauté internationale. Il n'en reste pas moins que cette dernière continue à exiger d'Israël de faire de nombreux gestes et concessions et demande encore et toujours que nous retournions aux frontières de 1967. Il est vrai qu'immédiatement après la signature des Accords d'Oslo, nous bénéficions d'une meilleure situation économique et que sur le plan politique, nos relations s'étaient nettement améliorées avec le monde entier, en particulier avec les Européens. Tout le monde disait: «Israël a démontré qu'il est prêt à faire des compromis, nous devons donc l'encourager». Mais très rapidement, nous nous sommes retrouvés à nouveau confrontés à la violence arabe, dans l'Intifada déclenchée par Arafat qui déclarait à

tout vent: «Nous avons obtenu ce que nous voulions, nous devons passer à l'étape suivante». Cette «nouvelle étape» n'est rien d'autre que l'application de la politique des petits pas de l'OLP qui consiste à utiliser le terrorisme pour atteindre des objectifs politiques. Aujourd'hui, nous nous retrouvons pratiquement dans la même situation qu'avant Oslo. Si nous décidons de céder et de faire des concessions unilatérales, nous gagnerons temporairement la sympathie du monde et aurons droit aux louanges que nous récoltons lorsque nous faisons preuve de faiblesse. Mais très rapidement l'OLP, Arafat ou ses successeurs recommenceront à formuler de nouvelles exigences qui seront inacceptables pour nous et une nouvelle période de violence, de souffrance et de mort reprendra. A ce moment-là, le monde rependra ses pressions en nous disant: «Vous devez faire encore un petit effort pour soulager les souffrances des palestiniens». Si nous cédonc encore une fois, très rapidement nous nous trouverons confrontés à la question de savoir si oui ou non nous acceptons le concept du «droit du retour des palestiniens», ce qui serait totalement irrecevable. D'ailleurs, aucun pays au monde n'accepterait d'entrer en matière sur une telle idée. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous rappeler qu'au cours du XXe siècle, nous avons reçu beaucoup de «bons conseils» de la communauté internationale. Nous savons où ceux-ci nous ont menés en définitive, en particulier en Europe, nous avons appris la leçon et rien oublié. Par contre, je crains que la population israélienne ne soit disposée à faire de grands sacrifices pour vivre en paix. Elle est prête à fer-



*«Nous ne partirons pas d'ici.»
Ce poster se trouve sur les portes d'entrée
des maisons juives de Gaza.*



«La 16e Knesset sera appelée à prendre des décisions historiques qui affecteront l'avenir d'Israël pour de nombreuses générations.» (Photo: Bethsabée Süßmann)

mer les yeux sur les leçons de la dernière décennie et à oublier que nous avons armé Arafat afin qu'il nous protège du terrorisme, or il a retourné cet armement contre nous en coopération avec les mouvements terroristes. Selon les derniers sondages, 70% de la population israélienne acceptent l'idée du désengagement unilatéral, même s'il s'agit d'un grand risque et d'un mal nécessaire, et plus de 70% estiment qu'il faut à nouveau relancer les négociations avec l'OLP. Pour ma part, je ne pense pas, qu'à long terme, des concessions unilatérales seraient bénéfiques pour Israël.

Que pensez-vous du rôle que jouent les Arabes israéliens dans ce processus ?

Je respecte chaque membre de la Knesset d'origine arabe qui, en tant qu'Israélien, est disposé à soutenir sans réserve le droit d'Israël d'exister en tant que nation juive et État dont ils sont partie intégrante. Je n'ai aucun problème de vivre en harmonie avec chaque Arabe qui réalise que pour nous, il n'y a qu'un seul État juif et que c'est Israël, où ils vivent d'ailleurs en tant que citoyens égaux et à part entière. Aucun pays au monde n'accepterait

que le pays des Juifs soit établi sur une autre terre. En conclusion, je dirai que je suis disposé à me battre pour que les droits de chaque Arabe qui vit en Israël soient respectés à la lettre et dans l'esprit, ce à condition qu'ils n'aient pas le droit de mettre en doute l'existence de l'État juif en Israël et le droit des Juifs sur ces terres. C'est sur cette idée que nous continuons à nous battre pour la réussite de notre État et à faire face à tous les dangers qui se présentent à nous. Nous en avons la force et la détermination.

C'est la destinée de la 16e Knesset de prendre des décisions cruciales. Dans le cadre d'un débat démocratique où toutes les tendances et les courants du mouvement sioniste s'expriment librement, elle sera contrainte de choisir entre le bien et le mal. Elle devra tout mettre en œuvre afin que la prochaine génération puisse vivre en paix et s'assurer que la sauvegarde des intérêts vitaux d'Israël et du peuple juif restent uniquement entre nos mains. C'est dans cet esprit que je remplis ma mission de président de la Knesset et ce même si, par moment, je dois m'opposer aux idées du gouvernement. Je n'oublie pas qu'en définitive, c'est la majorité désignée par le peuple qui a le dernier mot.